

Plan en 10 points contre la mégalomanie verte après les désastreuses « élections climatiques »



Conférence de presse du 23 mars 2021

La majorité de centre gauche teintée de vert pousse la Suisse à la ruine politique et financière. Seule l'UDC est capable de corriger ce dangereux cap.

Le bilan après un tiers de la période législative 2019-2023 est désastreux: la mégalomanie verte et la politique Covid-19 irresponsable du Conseil fédéral empoisonnent la Suisse. Ces comportements gaspillent l'argent des contribuables en quantité incommensurable, détruisent l'économie nationale et restreignent les droits des citoyennes et des citoyens. L'UDC fait contrepoids avec un plan en 10 points pour une Suisse libre et prospère.

C'est désormais une évidence: la législature en cours sera de loin la plus chère de l'histoire de la Confédération. Les vainqueurs des "élections climatiques" du 20 octobre 2019 sont les responsables de ce record peu glorieux. Avec le soutien bienveillant d'un centre politique désorienté, les socialistes rouges et verts poussent la Suisse à la ruine politique et financière. La facture de ces excès devra être réglée par la classe moyenne et les générations à venir.

17 mois, soit un tiers environ de la période législative en cours, se sont écoulés depuis les élections fédérales. Le bilan de ce tournant vert est pire que ce que l'on pouvait imaginer: les dépenses publiques explosent et la politique générale voulue par l'alliance climatique de la Berne fédérale est marquée par une multiplication des taxes, interdictions et interventions parlementaires absurdes. Le coût des diverses décisions et interventions politiques vertes a de quoi couper le souffle d'un observateur raisonnable.

1. Halte à la ruineuse politique de confinement!

La politique de confinement exigée et bruyamment vantée par la gauche écologiste provoque des dommages économiques, sociaux et psychologiques immenses. Pourtant, l'utilité de ces mesures chocs n'est pas prouvée scientifiquement. L'action irresponsable du Conseil fédéral détruit des existences et menace des branches économiques entières. Mais cela ne suffit pas aux parlementaires de la gauche écologiste qui veulent gaspiller encore plus d'argent des contribuables. Le coprésident socialiste Cédric Wermuth demande des "paiements directs Covid-19" au profit de particuliers et de ménages. Coût de l'opération selon ses propres estimations: 1 milliard de francs. La banque de données du Parlement fédéral regorge d'interventions de ce genre au prix de milliards de francs. Les auteurs viennent régulièrement de la gauche écologiste.

Coûts:

En 2020 la Confédération a généré un déficit de 15.8 milliards de francs, soit le plus élevé de son histoire. Mais le découvert sera encore bien plus important cette année: la Confédération prévoit un manque à gagner d'au moins 21 milliards de francs! Quant aux dommages économiques et sociaux, ils ne sont même pas chiffrables. Il est évident qu'ils seront gigantesques.

Le contrepoison:

- rouvrir immédiatement les restaurants, les centres de fitness et les autres exploitations fermées
- protéger les personnes particulièrement vulnérables sans pour autant détruire l'économie et la vie sociale
- stopper la propagation du virus moyennant des tests réguliers (screening)
- droit d'urgence/situation extraordinaire: renforcer la position du Parlement et restreindre le pouvoir dictatorial du Conseil fédéral
- ne pas assouplir le frein à l'endettement

2. Loi sur le CO2: stopper dans l'urne cette folie coûtant des milliards

La loi sur le CO₂ est en opposition totale avec les principes d'une politique libérale et proche des citoyens. Elle multiplie les interdictions et prescriptions et provoque des coûts énormes alors que ses effets sur le climat sont négligeables. L'essence et le diesel renchérissent de 12 centimes par litre et la taxe sur l'huile de chauffage et le gaz sera plus que doublée. Un impôt allant jusqu'à 120 francs sera prélevé sur les billets d'avion. L'ensemble de ces mesures pourra entraîner une augmentation des charges d'une famille de quatre personnes de plus de 1000 francs par an.

Coûts:

une redistribution de milliards de francs à charge des citoyens et des entreprises

Le contrepoison :

- succès du référendum contre la loi sur le CO₂. Ce projet monstrueux doit être stoppé lors de la votation populaire de juin 2021
- réduire les charges administratives grevant les entreprises (application de la motion 16.3388)
- lancer un programme de revitalisation pour décharger durablement l'économie (application de la motion 19.3033)
- freiner l'extension des tâches de l'administration fédérale et plafonner les coûts (motion 20.3567)

3. Combattre les projets climatiques nuisibles du PS et des Verts

Ce serait une grosse erreur de croire que la gauche et les Verts se contenteront de cette monstrueuse loi sur le CO₂. Ces milieux cherchent constamment de nouveaux moyens de restreindre massivement la liberté des particuliers et de l'économie.

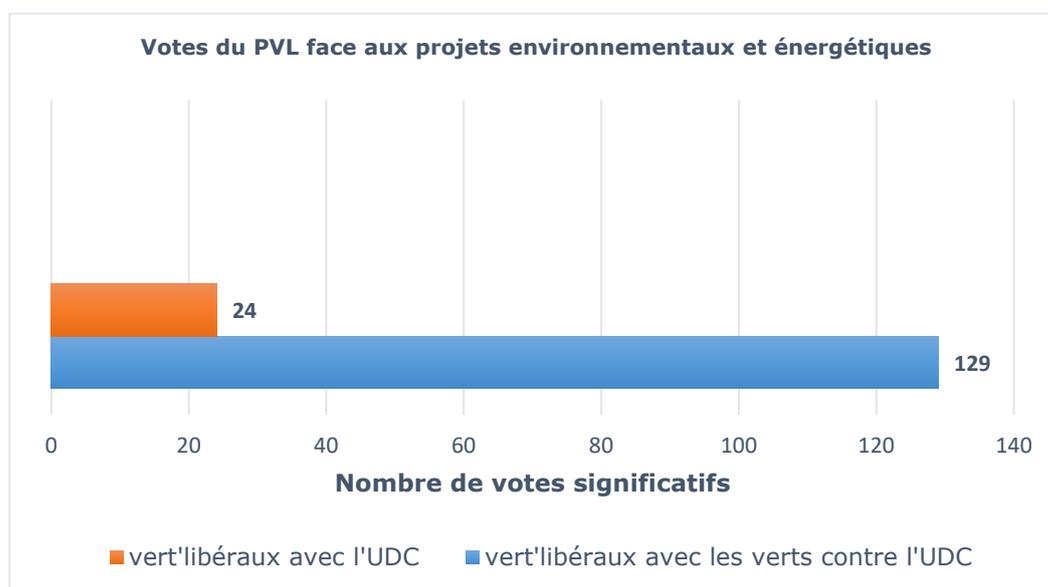
Le PS a préparé un "plan Marshall climatique" comprenant des mesures particulièrement brutales: moratoire pour l'extension du réseau autoroutier, interdiction des voitures à moteur à combustion à partir de 2035, impôt d'incitation sur les billets d'avion, interdiction des chauffages à huile, interdiction faite aux banques et caisses de pension d'investir dans des entreprises actives dans le secteur pétrolier, pour ne citer que ces quelques points.

Les Verts eux aussi vivent pleinement leur prédilection pour la mise sous tutelle des citoyens et pour les interdictions. S'il en va selon leur volonté, la Suisse sera climatiquement neutre dès 2030, "zéro net" dès 2040, puis même "climatiquement positive". Pour réaliser ces fantasmes, les fanatiques écologistes ne reculent pas devant des interventions drastiques: le libre choix du moyen de transport ne sera plus possible; les automobiles à propulsion fossile seront interdites; les vols seront

contingentés; les employés des services publics seront contraints d'utiliser les transports publics.

Deuxième vainqueur des élections climatiques, le Parti vert'libéral exige des taxes d'incitation sur les carburants et le CO₂, une tarification de la mobilité (en clair des péages routiers partout), une réforme fiscale "écologique" et un doublement de la rétribution des injections d'électricité d'origine renouvelable. Le réveil a été pénible pour les nombreux électeurs du PVL qui pensaient voter pour un parti bourgeois aux convictions libérales.

Lors de la grande majorité des votes du Parlement sur des thèmes environnementaux et énergétiques, les vert'libéraux votent avec la gauche écologiste. Preuve en est une analyse des résultats des votes sur des thèmes environnementaux et énergétiques: durant la législature en cours, le PVL a voté au Parlement fédéral avec les Verts et contre l'UDC lors de 129 votes sur 188, alors qu'il n'a voté que 24 fois avec l'UDC contre les Verts.



Source: analyse des votes depuis les élections climatiques de 2019 selon la bibliothèque du Parlement

Coûts:

L'Institut-Paul-Scherrer prévoit pour la stratégie énergétique de la Confédération des coûts supplémentaires cumulés de 97 milliards de francs (source: "Der Preis der Energiewende", "NZZ am Sonntag", 7 mars 2021). A ce montant il faut ajouter les souhaits particuliers de la gauche qui absorberont quelques douzaines de milliards de francs supplémentaires en quelques décennies! Pour son seul "Plan Marshall", le PS annonce un coût récurrent de 3,7 milliards de francs en plus d'une contribution unique d'un milliard.

Les conséquences financières pour l'économie sont de l'ordre de plusieurs dizaines de milliards de francs. Quant aux mesures réclamées par les Verts, elles seront au moins aussi onéreuses. L'augmentation de l'aide au développement en raison du changement climatique et le doublement des contributions publiques à l'assainissement des immeubles et au renforcement du réseau de chauffage à distance coûteront à chaque fois un milliard de francs.

Le contrepoison:

- cette folie coûtant des milliards et entravant l'économie et chaque particulier sans avoir la moindre utilité pour le climat mondial doit être énergétiquement combattue
- il faut s'engager en faveur d'une politique proche des citoyens, favorable à l'économie, axée sur la responsabilité individuelle et misant sur l'innovation au lieu de multiplier les interdictions et les dépenses ruineuses
- car: le progrès scientifique et technologique ainsi que l'économie de marché libre offrent des solutions beaucoup plus efficaces et utiles au genre humain que la politique de mise sous tutelle et coûtant des milliards voulue par la gauche écologiste.

4. Enterrer l'accord-cadre – non à une adhésion insidieuse à l'UE

Le Conseil fédéral veut rattacher la Suisse à l'UE moyennant un accord-cadre institutionnel. La Suisse serait alors contrainte de reprendre du droit UE et de se soumettre à des juges étrangers. Ce serait la fin de la souveraineté et de la neutralité suisses ou, en d'autres termes, un suicide de la démocratie directe.

Coûts:

cet accord-cadre ferait perdre à la Suisse ce qu'elle possède de plus précieux: son indépendance et ses droits démocratiques. Le rattachement juridique et politique à l'UE aurait aussi de lourds inconvénients économiques.

Le contrepoison:

- interrompre immédiatement les négociations sur l'accord-cadre
- combattre une adhésion insidieuse à l'UE
- refuser une reprise dynamique (automatique) de droit UE
- refuser de payer des primes d'accès au marché (versement d'un milliard au fonds de cohésion UE)

5. Non au Pacte de l'ONU sur les migrations, revoir le statut des réfugiés

Sous le prétexte d'une "réinstallation" (resettlement), le Conseil fédéral a fait venir ces dernières années par avion aux frais des contribuables des milliers de réfugiés provenant des régions en crise du Proche Orient. Cet instrument est aujourd'hui couramment utilisé. En 2020/21 quelque 2000 personnes sont ainsi directement installées en Suisse et le Parlement prévoit déjà le prochain contingent pour les années 2022/2023. Mais ce n'est là qu'un aspect parmi beaucoup d'autres de la problématique durable de l'asile.

Le problème de fond de cette politique c'est que seule une infime minorité des requérants d'asile sont menacés dans leur pays d'origine. Néanmoins, ils peuvent rester en Suisse. Le Pacte de l'ONU sur les migrations aggrave cette problématique en faisant de la migration quasiment un droit humanitaire et en empêchant encore plus les Etats de gérer indépendamment l'immigration.

Coûts:

la seule participation au programme de réinstallation de l'ONU a déjà coûté des centaines de millions de francs à la Suisse en un petit nombre d'années. Les coûts directs de la migration se montent à près de 2 milliards de francs au seul niveau fédéral et des milliards supplémentaires sont dépensés pour l'aide au développement. Les coûts subséquents pour les requérants d'asile et les personnes "admissibles provisoirement", qui vivent en grande majorité de l'aide sociale, atteignent quelques douzaines de milliards de francs à charge de la Confédération, des cantons et des communes.

Le contrepoison:

- non au Pacte sur les migrations
- mener une politique de migration à l'avantage et non au désavantage de la Suisse
- concevoir indépendamment la migration sans programmes de réinstallation et sans participation à des clés de répartition européennes
- appliquer systématiquement le droit d'asile: exiger l'identification des réfugiés, cesser de légaliser les clandestins, ne pas reconnaître les réfugiés de la pauvreté et du climat (motion 21.3255)
- revoir le statut de réfugié: remontant à la Deuxième Guerre mondiale, la notion de réfugié actuellement appliquée est complètement dépassée. Il n'est pas acceptable que des personnes, dont la vie est prétendument menacée, traversent plusieurs pays sûrs pour venir se presser aux guichets de notre généreuse aide sociale. Ces abus aussi manifestes qu'énormes ne peuvent être stoppés que moyennant une nouvelle définition du statut de réfugié (iv.pa. 21.420).

6. Réformer la prévoyance vieillesse, âge de la retraite à 65 ans pour tous

La politique de la gauche et des Verts est tout aussi irresponsable dans le domaine de l'AVS et de la prévoyance professionnelle. Ces milieux s'opposent à l'âge de la retraite à 65 ans pour les femmes et les hommes et ne se gênent pas de laisser exploser les coûts au détriment des générations à venir.

Coûts:

d'ici à 2031, l'AVS affichera probablement chaque année un résultat de répartition négatif. Ce découvert dépassera 6 milliards de francs en 2031. Le résultat d'exploitation (le résultat de répartition moins le produit des placements) sera alors de près 5,5 milliards de francs. Du coup, le capital du fonds AVS tombera à environ 29 milliards de francs. C'est dire que seuls 47% d'une dépense annuelle seraient couverts au lieu de 100% comme l'exige l'art. 10 al. 3 LAVS. Cela n'empêche nullement la gauche (voir l'intervention de Maya Graf) de demander des mesures de compensation supplémentaires qui provoqueront en 2031 des coûts supplémentaires de l'ordre de 2 milliards de francs!

Le contrepoison:

- consolider et maintenir rigoureusement le système des trois piliers dans la prévention vieillesse
- transférer les excédents provenant des taux d'intérêt négatifs de la BNS en tant que financement transitoire (motion 18.4327)
- réforme de l'AVS: âge de la retraite de référence de 65 ans pour tous. Le passage de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans allègerait les charges de l'AVS de 1,4 milliard de francs en 2030
- révision de la LPP: renoncer à des éléments étrangers provenant du procédé de répartition et compromettant le système de capitalisation
- encourager davantage la prévoyance facultative en réaménageant le 3e pilier

7. NON à des médias financés par l'Etat

C'est un des grands rêves de la gauche et des étatistes de tous les bords: des médias dirigés par l'Etat. Or, le Parlement est en train de bricoler un projet extrêmement dangereux qui vise précisément cet objectif: en plus de 1,3 milliard de francs attribués chaque année à la SSR et à d'autres stations de radio et de télévision, la majorité de centre-gauche du Parlement veut augmenter l'aide indirecte à la presse et subventionner dans tout le pays des médias privés en ligne. Une manière efficace de pousser ces entreprises dans la dépendance de l'Etat.

Coûts:

au total quelque 2 milliards de francs en 10 ans plus environ 13 milliards au titre des taxes de réception de radio et de télévision. Mais le coût principal de cette opération ne peut pas être chiffré: la perte de la libre expression des opinions, car aucun média subventionné par l'Etat ne se permettra de critiquer sérieusement et ouvertement l'Etat.

Le contrepoison:

- refuser le subventionnement de médias privés: seuls des médias financièrement indépendants ont une attitude critique à l'égard de la politique et contribuent ainsi au débat démocratique
- créer des conditions-cadres libérales: s'engager pour des médias indépendants et libres, condition essentielle au bon fonctionnement de la démocratie
- liberté d'opinion et diversité médiatique au lieu d'interventions de l'Etat, d'uniformité des opinions et de comptes rendus médiatiques obséquieux

8. Non à un égalitarisme imposé d'en haut

Bien que nous vivions dans une situation de crise, les parlementaires de la gauche écologiste trouvent assez de temps pour déposer des interventions et revendications absurdes. La politique d'égalité des droits est un thème particulièrement prisé: "Chaque canton doit avoir un bureau de l'égalité", exige la conseillère nationale socialiste Laurence Fehlmann Rielle dans une motion – et cela en plein milieu de la crise!

La gauche ne se gêne pas non plus de tirer des bénéfices de la pandémie. Tamara Funicello (PS) veut installer un "Gender Budgeting" et sa collègue de parti Min Li Marti demande que la totalité des données de la Confédération soit organisée en fonction des sexes. Et comme si notre pays n'avait pas d'autres problèmes à régler, le groupe parlementaire des Verts invite le Conseil fédéral par la voie d'une interpellation urgente à relever les défis de la crise Covid-19 du point de vue de la politique d'égalité et de la politique en faveur des femmes. Bienvenue au pays de l'absurdité! On se consolera d'un petit succès obtenu grâce à une bienvenue, mais malheureusement trop rare coopération des partis de droite qui ont fait échouer dans un premier temps la police des salaires exigée par la gauche (initiative cantonale 18.323).

Coûts:

le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes dispose à lui seul d'un budget de 5 millions de francs et emploie 15 personnes à plein temps. On compte de surcroît 17 services cantonaux s'occupant de l'égalité, d'au moins 5 services municipaux du même genre ainsi que de bureaux de l'égalité dans les universités, etc.

Le contrepoison:

- refuser des instruments étatiques aussi inutiles qu'onéreux pour régler les différences salariales – souvent largement exagérées – entre les femmes et les hommes. Ces différences ne peuvent d'ailleurs être expliquées systématiquement par une différence de sexe (cf. Etude sur les analyses statistiques de la Confédération concernant l'égalité des salaires des hommes et des femmes, 2015, sur mandat du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes
- lutter contre les quotas, les prescriptions minimales et les mécanismes de contrôle qui restreignent la liberté d'action entrepreneuriale
- combattre à l'avenir également la police des salaires exigée par la gauche

9. Lier le salaire des parlementaires à la discipline de dépenses

Le sans-gêne avec lequel les politiciens de gauche ne songent qu'à leurs intérêts même dans une situation de crise est illustré par la motion "Congé payé pour les employés exerçant un mandat politique officiel" de la conseillère nationale socialiste Franziska Roth. Toucher quelque 120'000 francs par an pour trois mois de session ne suffit pas à cette socialiste avide d'argent. Elle veut que de surcroît les contribuables lui paient des vacances.

Coûts: l'Assemblée fédérale compte 246 parlementaires. Les 26 parlements cantonaux ont entre 50 et 180 membres et une partie des quelque 2250 communes ont également un législatif élu. Si nous comptons avec seulement 5000 demandeurs, le congé payé de 10 jours revendiqué par Mme Roth coûterait environ 16 millions de francs par an aux contribuables.

Le contrepoison:

- combattre la mentalité de self-service de la classe politique et défendre le système de milice suisse qui a fait la preuve de son efficacité
- placer devant leurs responsabilités les élus qui provoquent la détérioration des finances publiques, comme c'est le cas dans la vie privée et dans l'économie privée
- une mesure immédiate à prendre dans le cadre de la pandémie Covid-19 consiste donc à réduire de 20% la rétribution forfaitaire des parlementaires fédéraux (Iv.pa. 21.417).

10. Donner des ailes aux arts et métiers, décharger les citoyens

Le Parti vert'libéral qui a gagné les élections est certes vert, mais il est loin d'être libéral. Preuve en est le sort réservé durant cette session à l'initiative parlementaire du conseiller national UDC Erich Hess. Ce dernier demandait que les entreprises ne soient soumises à la TVA qu'à partir d'un chiffre d'affaires de 150'000 francs et non pas de 100'000 francs comme aujourd'hui. Hormis l'UDC et le PLR, aucun groupe parlementaire n'a soutenu cette proposition qui aurait déchargé administrativement les petites entreprises.

Coûts:

la gauche, les Verts, les vert'libéraux et le Centre refusent de contribuer à l'allègement des charges administratives pesant sur les entreprises. Ils s'engagent au contraire pour la multiplication des impôts et redevances qui grèvent les entreprises et les individus – de la loi sur le CO2 jusqu'à l'initiative 99% du PS qui exige une nouvelle imposition du capital. La majorité du Parlement augmente régulièrement les crédits demandés par le Conseil fédéral, encourageant ainsi le gaspillage de l'argent des contribuables.

Le contrepoison:

- limiter la hausse des dépenses grâce au maintien du frein à l'endettement
- plafonner les charges de personnel à 6 milliards de francs jusqu'en 2030
- maintenir la concurrence fiscale et supprimer les incitations contreproductives du côté des cantons receveurs dans la RPT
- introduire un frein aux régulations (motion 20.4219)
- abaisser l'imposition des entreprises (motion 20.4590)

Conclusion:

Les conséquences politiques des élections climatiques de 2019 sont absolument désastreuses. La majorité teintée de vert du Parlement pousse la Confédération à la ruine. Alors que la Confédération subit une des plus graves crises de son histoire, ces milieux pratiquent une politique interventionniste coûtant des milliards, saignant les entreprises et restreignant massivement les droits des citoyennes et des citoyens. L'UDC est le seul parti qui dit résolument "stop" à cette folie pour sauvegarder la liberté, la sécurité et la prospérité de la Suisse. Elle continuera de s'engager de toutes ses forces pour ses objectifs durant la période restante de la législature 2019-2023.